

# Quel jour d'après?

Michel Bernier

On peut résumer les cinq premières pages du projet proposé par le CN en deux mots : “Barbarie ou Communisme”. Le siècle dernier fut celui de la barbarie. Le prochain sera-t’il celui du communisme ? Nous sommes tous conscients (les cocos mais pas seulement) que le capitalisme nous enfonce dans la barbarie, de nombreuses contributions le montrent. J’y ajoute un exemple : alors que la production agricole permettrait de nourrir 11 milliards d’êtres humains, des milliards d’entre eux souffrent de faim ou de malnutrition. En France, avant le Covid, le nombre de jeunes souffrant de malnutrition n’était pas négligeable, alors depuis... Sur le sujet du communisme, je ne développe pas, cela est très bien fait dans le numéro spécial de l’Humanité “Besoin de communisme” et dans le livre de Bernard Vasseur “le communisme a de l’avenir... si on le libère du passé”. Contrairement à certaines contributions, je pense que ce n’est pas une meilleure répartition des richesses qui est nécessaire mais que se posent les questions : quelles richesses produire, dans quelles conditions ? pour qui ? Qui décide ? Ces richesses sont générées par les productions industrielles et agricoles mais aussi la production de santé, d’éducation, de culture, des liens sociaux...

Pour les élections, notre priorité devrait être d’obtenir davantage de députés communistes. Avec leurs tours de France des hôpitaux et des entreprises menacées de fermeture, on voit le rôle déterminant que peuvent jouer nos parlementaires. Passer de 11 à 22 député.e.s (ou beaucoup plus) serait le meilleur moyen de contrer l’effacement” de notre parti. Est-il envisageable d’espérer garder un groupe à l’Assemblée nationale avec un score proche des 2.5 % aux présidentielles, élection plus difficile pour nous que l’élection européenne ? Aujourd’hui, voter pour un candidat qui n’a aucune chance d’être élu peut avoir du sens pour un militant mais pas pour 99,9% des électeurs. Depuis notre dernier congrès, je ne pense pas, hélas, que nous ayons créé des conditions nouvelles permettant une telle candidature. En revanche, le risque est grand d’un désarroi encore plus profond qu’après la belle campagne de Ian Brossat qui ne nous a pas permis de faire entrer une ouvrière à l’Assemblée Européenne. Nous pourrions présenter un candidat communiste si nous pensions qu’un duel entre droite extrême et extrême droite était fatal. Avons-nous renoncé à tout espoir d’une alternative de gauche ? Quel communiste pourrait envisager d’appeler à voter Macron, Bertrand (ou un autre) pour faire barrage à Le Pen ?

De l’audace... oui ! En 1925 nous en avons, pour présenter des femmes aux élections municipales alors qu’elles n’avaient pas le droit de vote. L’audace aujourd’hui serait de combattre l’élection d’un monarque quel qu’il soit ! Tous les présidents de la V<sup>e</sup> république ont été rejetés en fin de mandat. L’avant dernier, François Hollande, n’a pas pu se représenter jouissant d’une impopularité sans précédent. La seule chance de Macron d’être réélu, c’est d’être face à Le Pen au deuxième tour. Avec tous les risques de cette alternative que nous voulons à tout prix éviter. La V<sup>e</sup> république est à bout de souffle. Le livre de F. Mitterrand

« Le coup d'état permanent » sur la toute-puissance du Président et celui de J.P. Jouary « Le coup d'état continu » sur la présidence de ce dernier, nous montrent qu'il ne suffit pas de se prononcer pour une VI<sup>e</sup> république. Sans attendre une nouvelle constitution, nous pouvons dès à présent mettre en œuvre des formes nouvelles de démocratie. Pour les présidentielles, l'audace serait de rassembler la gauche autour d'un-e candidat-e qui s'engagerait à rééquilibrer le pouvoir entre gouvernement et parlement. Un-e président-e dont les fonctions seraient redéfinies et limitées... On peut imaginer d'autres solutions pour contrer ce régime présidentiel non seulement anti-démocratique mais piétinant les aspirations du plus grand nombre. Mais quelles que soient ces solutions, elles ne peuvent émaner d'une discussion au sommet, sans que celle-ci ne soit précédée d'une intervention massive des travailleurs. Pour l'instant sans un mouvement social de grande ampleur, la colère, le ras-le-bol mais aussi la résignation ne peuvent que nourrir l'abstention massive ou le vote RN.

Il me semble qu'une des leçons que nous pouvons tirer de l'échec du front de gauche c'est sa construction par le haut, le réduisant trop à un cartel électoral. L'audace serait donc d'appeler, dès maintenant à la création partout de Conseils citoyens (soviet en russe, mais peu importe le nom) de débats et d'actions pour construire le monde d'après. Un monde où les premiers de corvée ne seraient pas sans voix. Un monde où la production enrichisse les êtres humains et la nature. « Nous mesurons, chaque jour, les trésors d'inventivité, de créativité, de combativité, d'engagement qui émanent de notre peuple. » (texte du CN). La convention citoyenne sur le climat nous le montre, malgré les limites dans lesquelles elle s'est déroulée, ses propositions sont inacceptables pour Macron et la finance qu'il représente. (Par ailleurs l'éjection du PDG de Danone met en évidence qu'un capitalisme même légèrement teinté de vert et de social n'est pas soutenable). Militants-es politiques, syndicaux, associatifs, gilets jaunes... organisés à travers ces Conseils citoyens, ce sont des millions de Français-es qui pourraient intervenir sur le destin de notre pays. Ces Conseils citoyens pourraient élaborer des propositions sur les grandes questions du social, le climat et la démocratie. Ils pourraient être à l'origine de luttes à court terme pour répondre d'urgence à la détresse d'une partie grandissante de notre peuple. Ils pourraient élaborer des propositions pour les élections présidentielles et législatives. Ces conseils devraient également agir après les élections pour que les changements aillent effectivement dans le bon sens. Les communistes vivraient dans ces conseils comme des poissons dans l'eau. Le communisme ce n'est pas un projet de société, c'est à partir des contradictions du capitalisme le mouvement de dépassement de ce dernier, jour à près jour et avec la mise en mouvement d'un nombre croissant de nos concitoyens-nes. C'est s'attaquer à la marchandisation généralisée et en premier lieu au marché du travail que ce soit avec une garantie d'emploi-formation ou de salaire à vie... Oui, « Appelons le peuple de France à construire, « avec lui, » des propositions audacieuses et crédibles qui permettent de rompre réellement avec les logiques capitalistes » (contribution de Fabien Roussel).